



Silvia Márton, Frédéric Monier
et Olivier Dard (dir.)

*Moralité du pouvoir et corruption
en France et en Roumanie*

XVIII^e-XX^e siècle

La question de la corruption est au cœur de la vie politique contemporaine en France et en Roumanie. Or, contrairement à ce que pourrait laisser croire une vision trop peu critique d'une actualité enfiévrée, cette question a une longue histoire dans chacun des deux pays. La corruption ne renvoie pas à des pratiques spécifiques et pérennes, mais à des formes d'évaluation critique des gouvernants ainsi que des élites économiques et financières. *Topos* fondateur des cultures politiques contemporaines, elle est une catégorie inachevée investie de sens toujours nouveaux.

Ce volume propose ainsi une histoire comparée de ce phénomène en France et en Roumanie. Il cherche à savoir si certaines évolutions historiques générales, comme les processus de dénonciation de la corruption, de modernisation des États et de création de morales publiques, ou bien encore les pratiques d'influence, d'intérêts et de pouvoir sont communes à ces deux sociétés européennes à la fois éloignées et proches.

La première partie interroge la genèse d'une question politique au XVIII^e et au début du XIX^e siècle. La deuxième partie aborde la question des pratiques de pouvoir et d'intérêt, telles que les contemporains les mettent en œuvre, les pensent et les discutent. La troisième partie est consacrée aux débats, aux critiques publiques, mais aussi aux régulations et aux formes de répression de la corruption : toutes entendent définir des normes pour la probité publique et le bon gouvernement.



ISBN de ce document :

979-10-231-3452-0

Couverture : « Pincé ! Le silence est d'or ! », dessin d'Auguste Roubille, *Le Rire*, 21 octobre 1905, collection privée © Look and Learn/Bridgeman Images

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

MORALITÉ DU POUVOIR ET CORRUPTION
EN FRANCE ET EN ROUMANIE

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe
François David

L'Afrique indépendante dans le système international
Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)
Stanislas Jeannesson

Louis Jacquinot, un indépendant en politique

Julie Bour, Olivier Dard,
Lydiane Gueit-Montchal & Gilles Richard (dir.)

Penser le système international (xix^e-xxi^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou
Éric Bussière, Isabelle Davion,
Olivier Forcade & Stanislas Jeannesson (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)
Jean-Baptiste Manchon

Les Guerres balkaniques 1912-1913
Jean-Paul Bled & Jean-Pierre Deschodt (dir.)

Sortir de la guerre

Michèle Battesti & Jacques Frémeaux (dir.)

*La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité
publique sous la Troisième République (1870-1914)*

Laurent López

*Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,
soldat de la Grande Guerre*

Nadine-Josette Chaline

*Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses
des partis politiques en France et en RFA*

Mathieu Dubois

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)
Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours
Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

*Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations
internationales*

Olivier Zajec

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde
Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Silvia Marton, Frédéric Monier et Olivier Dard (dir.)

Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie

(xviii^e-xx^e siècle)



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne,
du Centre Norbert Elias (UMR 8562) de l'université d'Avignon et des Pays du Vaucluse
et de l'ANR

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0577-3
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page Emmanuel Marc DUBOIS, Issigeac
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

LE PAIN ET LE SEL

Silvia Marton & Frédéric Monier

Laissons à Sa Majesté son cortège d'hommes payés pour lui souhaiter la bienvenue. Que tout homme indépendant fasse le vide autour de lui, afin qu'il comprenne que le pays n'admettra jamais la violation du pacte fondamental, mais qu'il veut un roi de tous les Roumains, non le roi d'une coterie politique. N'allons pas à sa rencontre. D'ailleurs, que pourrions-nous lui offrir ? Le Roumain n'a plus rien dans sa sacoche, ni pain, ni sel !

Extrait du manifeste de l'opposition unie
Roumaine, cité par Pierre Larousse,
Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle, 1888.

Au début du mois de février 2017, la Roumanie a connu ses plus grandes manifestations de rue depuis la chute du régime communiste, fin 1989. Des foules se sont mobilisées contre les projets du gouvernement, qui tentait de modifier la législation réprimant la corruption, dans le sens d'un assouplissement ou d'un allègement des normes. Cela aurait permis à de nombreux hommes politiques d'échapper à des poursuites judiciaires. En France, le début d'année 2017 a vu deux des principaux candidats à l'élection présidentielle mis en cause, directement ou *via* des proches, par des poursuites judiciaires pour des atteintes à la probité publique. La question de la corruption s'est figée au cœur de la principale échéance électorale de la V^e République. Or, contrairement à ce que pourrait laisser croire une vision trop peu critique d'une actualité enfiévrée, cette question a une longue histoire dans chacun des deux pays. La citation mise en exergue de ce volume est un fragment du manifeste de l'opposition unie roumaine de 1887. Elle est incluse dans l'article « Roumanie » du deuxième supplément du *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle*¹ de Pierre Larousse publié en 1888 et donne une lecture de la vie

1 Pierre Larousse (dir.), s. v. « Roumanie », dans *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle*, Paris, Larousse, 1888, t. XVII, supplément 2, p. 1796-1797.

politique roumaine de la décennie 1878-1888 dominée par la dénonciation des pratiques corrompues du parti libéral. On y voit que, aujourd'hui comme en 1887, la corruption se construit par la dénonciation et qu'elle est un ensemble de discours critiques sur des pratiques de pouvoir et d'intérêts. Ces discours, les acteurs contemporains les formulent au nom de morales publiques en débat et de stratégies conjoncturelles.

Ce volume propose une histoire, comparée, des phénomènes désignés comme corruption en France et en Roumanie. Il considère que la question, loin d'être une constante anthropologique, est à historiciser. Elle ne renvoie pas à des pratiques spécifiques et pérennes, mais à des formes d'évaluation critique des gouvernants ainsi que des élites économiques et financières. *Topos* fondateur des cultures politiques contemporaines, la corruption est une catégorie inachevée investie de sens toujours nouveaux, ou, pour suivre Pierre Rosanvallon, un concept fondateur de nos modernités, qui en révèle les apories².

8

L'ŒIL DU DICTIONNAIRE : LA CORRUPTION ROUMAINE FIN DE SIÈCLE

Le supplément du *Grand dictionnaire* de Larousse publié en 1888 a la même ambition totalisante que l'ensemble de l'entreprise éditoriale poursuivie, après le décès du maître en 1875, par ses successeurs. L'article « Roumanie » est une chronique assez détaillée de la période suivant le congrès de Berlin de 1878, lorsque le pays se voit reconnaître sa souveraineté. À la veille de la parution du supplément, la Roumanie traverse une crise politique majeure – la domination parlementaire et gouvernementale des libéraux, au pouvoir ininterrompu depuis 1876, touche à sa fin – que les auteurs de l'article résument avec précision. Ion C. Brătianu est l'homme fort du moment puisqu'il est celui qui a présidé le gouvernement qui mena la guerre contre l'Empire ottoman, mais aussi les négociations internationales pour la reconnaissance de la souveraineté de la Roumanie. C'est ce bilan qui permet aux libéraux de s'arroger le titre de seuls créateurs de l'État roumain moderne et de la nation, mais aussi d'élever Brătianu au statut de mythe dès la parution de l'une de ses premières biographies³.

Néanmoins, Brătianu est fortement critiqué même dans son propre camp à partir de 1884 pour sa méthode autoritaire de gouvernement. Adeptes de la centralisation forte de l'administration, il a concentré de plus en plus de

2 Pierre Rosanvallon, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Éditions du Seuil, 2003.

3 Anonyme, *Ion C. Brătianu. Viața și faptele sale. 1821-1921*, s.l., Imprimeriile Independența, s.d. [1921 ?].

pouvoir entre ses mains⁴. Sa coordination parfois abusive des ministères et les remaniements très fréquents sont les pratiques les plus dénoncées. Certains observateurs contemporains vont jusqu'à parler de ses méthodes dictatoriales⁵. Ses adversaires le surnomment le « Dictateur » ou le « Vizir ».

Les adversaires des libéraux essaient de serrer les rangs, mais sans trop d'efficacité dans leur activité parlementaire et encore moins lors des élections de 1883, de 1884 et de janvier 1888. En dépit de la contestation interne qui monte et des dissidents qui renforcent les rangs de l'opposition, le parti libéral reste discipliné, il contrôle le territoire et l'administration locale et nationale et il obtient les majorités parlementaires dont il a besoin, notamment par le recours aux candidats officiels et par l'influence de l'administration locale sur les électeurs des collèges censitaires.

Sans la contribution des dissidents libéraux, l'opposition unie n'aurait pas pu se former. Elle arrive même à présenter des candidatures aux élections parlementaires de janvier 1888. Elle réunit, aux côtés des dissidents, des libéraux modérés de Moldavie et les conservateurs, notamment les libéraux-conservateurs rassemblés autour de Lascăr Catargiu, et les conservateurs de Junimea. Le bras de fer entre le gouvernement et l'opposition atteint son apogée à partir de la fin de 1886. Dans la presse et au sein du Parlement, le gouvernement Brătianu et ses pratiques « dictatoriales », abusives et « corrompues » sont dénoncés avec violence. Le roi aussi tombe sous les coups de la critique. À tel point qu'un dissident libéral, Gheorghe Panu, accuse le roi d'abuser de ses prérogatives et de permettre à ses ministres d'ignorer la Constitution. Panu est condamné pour calomnie contre le roi en 1887. Il échappe à sa condamnation à deux ans de prison en s'exilant à Paris⁶.

La violence verbale est accompagnée de violence physique, comme l'attentat manqué contre Brătianu en septembre 1886 ou la mise à sac des locaux des journaux de l'opposition le lendemain de l'attentat, comme on peut le lire dans l'article du *Dictionnaire*. Les conservateurs sont convaincus que le saccage a été organisé par la mairie de Bucarest et avec l'assentiment de la police⁷. Les violences de rue se multiplient elles aussi, comme lors de la consécration de l'église métropolitaine de Iași au début de mai 1887, en présence du roi. Le manifeste de l'opposition unie de Iași – dont les dernières lignes sont en exergue de ce volume – est publié par les journaux de l'opposition quelques jours avant

4 Keith Hitchins, *România. 1866-1947*, trad. George G. Potra et Delia Răzdolescu, București, Humanitas, 1996, p. 113-116, 120-126.

5 Frédéric Damé, *J. C. Brătianu. L'ère nouvelle : la dictature*, 2^e éd., București, Bureaux de l'Indépendance Roumaine, 1886.

6 Keith Hitchins, *România*, *op. cit.*, p. 123.

7 Titu Maiorescu, *Istoria politică a României sub domnia lui Carol I [1897-1915]*, éd. Stelian Neagoe, București, Humanitas, 1994, p. 149.

la visite royale⁸. Le manifeste invite les citoyens de Iași, plus précisément les « caractères indépendants », à ne pas se rendre au-devant du roi qui ne mérite plus le geste traditionnel de bienvenue, le pain et le sel. La toute dernière ligne du texte, « Le Roumain n'a plus rien dans sa sacoche, ni pain, ni sel », est une invitation à boycotter un roi asservi aux libéraux, et exprime l'exaspération de l'opposition devant la détresse économique du pays. Le manifeste dénonce la « décadence morale et matérielle » du pays et la transformation de la Constitution en « parodie », « une lettre morte ».

10 Les libéraux sont certes la cible de la critique. Mais le manifeste est avant tout l'expression de la déception causée par le roi Charles qui « regarde et se tait ». C'est lui le coupable moral de l'état des choses. Les expressions les plus fortes sont utilisées pour dénoncer la « coterie politique » à laquelle est asservi le roi : elle se maintient au pouvoir par des illégalités, des abus, la fraude électorale, le favoritisme et elle permet « l'arbitraire » et « l'anarchie » dans tous les domaines. Les journaux de l'opposition dénoncent « l'enthousiasme de commande du peuple artificiel⁹ » et la présence de l'armée dans les rues de Iași. Ils décrivent avec force de détails l'absence d'enthousiasme des habitants et les sifflements désapprouvés à l'adresse du roi. La visite royale si mal reçue est une nouvelle opportunité de souligner que le roi est devenu « un homme de parti », « collectiviste » donc, le « roi de la minorité ».

Parmi les signataires du manifeste, des hommes politiques, conservateurs de longue date, mais aussi libéraux dissidents. La ville de Iași est, selon le préfet de police, « le nid » de l'opposition au gouvernement¹⁰. Le manifeste est signé par des professeurs de l'université. Le ministre des Cultes et de l'Instruction exige un procès à leur encontre et leur destitution, mais le jury de l'université se déclare incompetent. Les accusés deviennent des héros de l'opposition¹¹. Ils publient une brochure dont le titre résume les critiques de l'opposition : *Le Régime de la corruption et de la terreur ou le Gouvernement de I. C. Brătianu*¹².

Au moment même où le roi prononce son discours à l'ouverture de la session ordinaire des Chambres en novembre 1887, l'opposition unie distribue un manifeste, qui en appelle au roi pour sauver le système constitutionnel et « la liberté d'expression de la volonté des électeurs » devant l'alternative « affreuse »

8 Par exemple dans *Lupta* (journal du dissident libéral Gheorghe Panu), le 19 avril 1887.

9 *Epoca*, le 24 avril 1887.

10 Apostol Stan et Mircea Iosa, *Liberalismul politic în România. De la origini pînă la 1918*, București, Editura Enciclopedică, 1996, p. 253.

11 L'épisode est décrit par le conservateur Titu Maiorescu (*Istoria politică a României sub domnia lui Carol I*, op. cit., p. 149-150).

12 Gheorghe Mîrzescu et Miltiade Tzony, *Regimul corupției și al terorii sau Guvernul lui I. C. Brătianu*, Iași, Tipografia Națională, 1888, reproduite dans Titu Maiorescu, *Istoria politică a României sub domnia lui Carol I*, op. cit., p. 150.

dans laquelle le pays est embourbé, le « despotisme » ou la « révolution »¹³. Le manifeste dénonce surtout le gouvernement libéral « prévaricateur », la « corruption » et le « cynisme de la force brutale » qui le maintiennent au pouvoir. Il exige que le roi ne confie plus l'organisation des élections à un gouvernement qui en fait au mieux « une parodie honteuse », au pire « un drame sanglant ».

Alors que Brătianu se retire de la vie publique en 1888, les conservateurs forment le nouveau gouvernement et ils préparent les élections de septembre 1888 après la dissolution du parlement par le roi. Sans aucune surprise, les résultats des élections donnent la majorité aux différents groupes conservateurs. En l'espace de quelques mois, la majorité change radicalement. C'est une illustration de la nature fonctionnelle des pratiques « corrompues » et de la vision pragmatique que les partis et les électeurs censitaires ont des élections. C'est également une manière acceptée de mettre fin à une crise politique, comme celle de 1887-1888. Le parti libéral et le parti conservateur acceptent les règles du système politique sur l'alternance au pouvoir. Le monarque dispose du pouvoir constitutionnel de dissoudre les deux Chambres à tout moment et ainsi de provoquer la démission du gouvernement, nommer et révoquer ses ministres. Au cours des élections organisées par le nouveau ministre de l'Intérieur, le nouveau gouvernement s'assure d'avoir une majorité. Ainsi, le nouveau gouvernement ne dépend pas de la majorité parlementaire, mais de la volonté du monarque ou des disputes au sein du parti pressenti pour former le cabinet, alors que la majorité parlementaire est l'expression de la volonté du gouvernement. Comme il y a un accord entre les deux partis et le monarque, l'influence et la fraude électorale deviennent une méthode acceptée pour assurer l'équilibre et la stabilité politiques.

FRANCE-ROUMANIE : CLICHÉS CULTURELS ET HISTOIRE COMPARÉE

L'article « Roumanie » du supplément de 1888 au *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle* de 1875 traduit un jeu de miroir culturel : c'est le regard que la France républicaine pose sur les parties orientales de l'Europe¹⁴.

L'article initial, dans l'édition de 1875, se veut, chiffres et statistiques à l'appui, aussi précis que possible comme il sied à un dictionnaire des savoirs. Néanmoins, il pose un regard condescendant sur la Roumanie. On y trouve une imbrication de jugements sociaux, normatifs même dans les paragraphes portant sur la géographie et la configuration du territoire. Quelques commentaires sur les

¹³ Titu Maiorescu, *Istoria politică a României sub domnia lui Carol I*, op. cit., p. 151-152.

¹⁴ Pierre Larousse (dir.), s. v. « Roumanie », dans *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle*, op. cit., 1875, t. XIII, p. 1452-1457.

coutumes, les pratiques et la langue des Roumains laissent voir les éléments du fond culturel commun à l'époque de Pierre Larousse, marquée par la domination occidentale sur le monde et par la conviction que la France est, comme on peut le lire dans l'article du même nom, « au premier rang des États civilisés¹⁵ ». La comparaison explicite et implicite avec la France est omniprésente. Tout aussi présente est la frontière entre la France « civilisée » et l'Est « barbare ».

12 On ne s'étonne pas de voir que la France est favorisée par la comparaison. Par contraste, la Roumanie est le pays du « sans » ou, au mieux, des contrastes les plus saillants. Dans le manifeste de l'opposition, repris dans le supplément de 1888, la Roumanie est la proie d'une « coterie politique » alors que le désastre économique le plus grave, la « sacoché » du Roumain étant vide, règne dans un pays abandonné par son roi. Un fragment d'un ouvrage de Gustave Le Clerc, membre de la mission militaire française à Bucarest, figure dans l'édition de 1875 du *Dictionnaire* : « Un prince sans palais, un clergé sans morale, une Académie sans membres, une bibliothèque sans lecteurs, d'immenses rues sans maisons, de splendides logis et de viles chaumières, de magnifiques promenades et d'immondes cloaques, de l'eau partout, pas de fontaines, une rivière sans quais ni ponts [...]»¹⁶ ». Mais c'est néanmoins un pays avec un Code civil « calqué » sur le Code civil français, qui « remplaça l'informe législation qui avait jusque-là régi le pays¹⁷ ». La Constitution de 1866 est jugée comme « très libérale ». « Sous beaucoup de rapports, explique-t-on au lecteur français, [elle] est une des plus libérales de l'Europe ; mais elle est soigneusement éludée par le gouvernement¹⁸. »

Dès les années 1820, les processus progressifs de sortie de la suzeraineté ottomane et de modernisation ont fait une place de tout premier choix à la référence française dans les principautés roumaines. La France a joué le rôle d'un « modèle » archi-présent dans les projets des quarante-huitards et dans la pensée des hommes politiques et de l'*intelligentsia* libérale¹⁹. En cette seconde moitié du XIX^e siècle, au moment où la nation roumaine tâche de se doter d'une structure étatique moderne, l'importance conférée à la France reste majeure. Elle a servi de modèle d'inspiration à une élite roumaine en quête, depuis le tout début du XIX^e siècle, de « modèles occidentaux » à suivre. La France a été vue par les contemporains comme un instrument de rénovation de la langue, des institutions ou encore des idéologies républicaines ou libérales.

15 Pascal Ory, s. v. « Pierre Larousse », dans Vincent Duclert et Christophe Prochasson (dir.), *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2007, p. 1217.

16 Pierre Larousse (dir.), s. v. « Roumanie », art. cit., p. 1452.

17 *Ibid.*

18 *Ibid.*, p. 1453.

19 Raluca Alexandrescu, *Difficiles modernités. Rythmes et régimes conceptuels de la démocratie dans la pensée politique roumaine au XIX^e siècle*, București, Editura Universității din București, 2015.

La conférence de l'historien Alexandru D. Xenopol de 1887, intitulée « L'influence française en Roumanie », est l'un des premiers témoignages de la mythisation de l'influence française sur la culture et la politique de la Roumanie²⁰. Quelques années plus tard est publié l'ouvrage, aujourd'hui classique, de Pompiliu Eliade, en français et en France²¹. C'est le meilleur exemple de raisonnement en termes d'influence à sens unique. Depuis la fin du XIX^e siècle, la référence à un « modèle français », qui est toujours étroitement associée au processus de construction nationale en Roumanie, fait rarement l'objet d'une mise en perspective critique. Elle reconduit dès lors certaines évidences pourtant discutables, comme l'idée d'un caractère exclusif de la relation franco-roumaine (la France comme seul modèle d'une Roumanie en quête de modernité) ou celle de sa stricte unilatéralité (influence s'exerçant de la France à la Roumanie en excluant tout effet de *feedback*). Elle occulte l'idée que la France a été vue comme un élément de légitimation interne et qu'il y a eu adaptation.

La sélection des éléments considérés comme spécifiques au « modèle français » a été faite selon les besoins, les stratégies et les grilles de lecture et de réception des élites roumaines. Celles-ci l'ont aussi dénoncée et certains conservateurs roumains ont créé ainsi la légende noire du libéralisme. Pendant la plus ample controverse intellectuelle de la seconde moitié du XIX^e siècle, les membres les plus éminents du cercle intellectuel conservateur Junimea accusent le système politique et culturel roumain moderne et libéral d'être le résultat de l'importation du modèle occidental, notamment français, et donc en décalage radical avec la réalité roumaine : ce fut le point de départ de la dénonciation de la culture roumaine moderne comme exogène²². Les emprunts, les circulations, les points de rencontre, les transferts et les médiations entre les deux espaces sont beaucoup plus complexes au XIX^e siècle²³. Les influences et les références intellectuelles et idéologiques françaises, allemandes et européennes sont très souvent concomitantes et portées par des intermédiaires surprenants, par exemple comme l'influence française qui est portée par l'administration tsariste lors de l'occupation russe des principautés roumaines au début des

20 Alexandru D. Xenopol, *Influența franceză în România*, actes de la conférence à l'Athénée roumain, București, I. G. Haimann Librar Editor, 1887.

21 Pompiliu Eliade, *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie. Les origines*, Paris, Ernest Leroux, 1898.

22 Cécile Folschweiller, *Philosophie et Nation. Les Roumains entre question nationale et pensée occidentale au XIX^e siècle*, Paris, Honoré Champion, 2017.

23 *Id.*, « L'œuvre et l'activité d'Émile Picot entre France et Roumanie », dans Antoine Marès (dir.), *La France et l'Europe médiane. Médiateurs et médiations*, Institut d'études slaves, 2016, p. 97-111; Cristian Ploscaru, « Câteva considerații privind influența franceză asupra culturii politice din Principatele române în primele patru decenii ale veacului al XIX-lea », *Studii și materiale de istorie modernă*, vol. 25, 2012, p. 45-79.

années 1830, ou encore la pensée de Johann Gottfried Herder, découverte par les quarante-huitards valaques à travers les écrits de Jules Michelet. Les silences aussi sont beaucoup plus complexes. Les grands débats qui ont défini les régimes politiques français et les failles idéologiques majeures, comme par exemple les tensions entre cléricisme et anticléricalisme ou encore l'affaire Dreyfus, sont restés tout simplement marginaux, voire inaperçus dans l'espace roumain.

En résulte une image à laquelle il faut certes reconnaître une forte performativité historique, mais qui est peu satisfaisante d'un point de vue heuristique : celle d'une France indiquant avec assurance la voie du progrès et de la modernité politique, la Roumanie « archaïque » figurant le copiste studieux à défaut d'être à la hauteur. L'historiographie roumaine s'en tient trop souvent à l'illusion d'une parfaite translation, avec tout ce que cela suppose de simplifications concernant aussi bien la représentation du « modèle » (la France réduite à son visage universaliste) que celle de la copie (la Roumanie en élève appliquée)²⁴.

14

Aller au-delà du cliché du transfert à sens unique signifie aussi rejeter le comparatisme d'espaces clos, qui présuppose des entités nationales figées. C'est ce type de regard que propose l'édition de 1875 du *Dictionnaire* qui abonde en citations et références aux ouvrages sur la Moldo-Valachie publiés par des voyageurs, membres du corps diplomatique, militaires ou historiens français. La liste bibliographique présente à la fin de l'article « Roumanie » est d'ailleurs longue. L'historiographie roumaine est quant à elle forte d'une longue tradition d'exploitation scientifique des récits de cette catégorie si éclectique désignée par le vocable collectif *voyageurs étrangers*, parmi lesquels les Français, en grand nombre, occupent une place importante. Des études récentes, tout en acceptant la catégorie et le comparatisme, soulignent néanmoins les écarts culturels, les partis-pris sociaux et idéologiques et même la volonté plus ou moins explicite d'exoticisation inhérente à de tels récits²⁵.

UNE CONTRIBUTION À UNE HISTOIRE EUROPÉENNE DE LA CORRUPTION

Ce volume, dédié à une approche comparée franco-roumaine des phénomènes de corruption politique, cherche plus largement à saisir la

24 Alexandru Zub et Dumitru Ivănescu (dir.), *Franța, model cultural și politic*, Iași, Junimea, 2003.

25 Lidia Cotea (dir.), *Vers l'Orient européen. Voyages et images. Pays roumains, Bulgarie, Grèce, Constantinople*, București, Editura Universității din București, 2009, p. 145-264 ; Irina Gavrilă (dir.), « *Celălalt autentic* ». *Lumea românească în literatura de călătorie (1800-1850)*, București, Oscar Print, 2010 ; *id.*, *Frontierele necunoscutului. De la vest spre est prin Țările Române : impresii de călătorie (secolul XIX)*, București, Oscar Print, 2011 ; Ileana Cazan et Irina Gavrilă (dir.), *Societatea românească între modern și exotic văzută de călătorii străini (1800-1847)*, București, Oscar Print, 2005.

formation et l'évolution des systèmes de valeurs publiques et des morales civiques. L'étude historique et sociologique de ces questions s'intègre dans un champ de recherches très cohérent, défriché depuis le début des années 2000. Ce renouveau historiographique a modifié en profondeur les perspectives scientifiques²⁶. Plusieurs travaux collectifs, portés par des chercheurs allemands, anglais, néerlandais et français, ont permis de dresser un état des lieux et de renouveler les approches à partir de 2003²⁷. Cette évolution s'est fait également sentir dans des travaux récents consacrés à des sociétés d'Europe centrale et orientale, comme la Roumanie et la Hongrie²⁸. Des recherches fructueuses y ont été menées ces dernières années sur la mobilité sociale et les rapports de pouvoir entre les couches sociales, en y incluant le patronage aristocratique et de la bourgeoisie, l'éducation et la mobilité des élites²⁹. Cette nouvelle historiographie roumaine a également porté attention à la formation du corps

- 26 Jens Ivo Engels et Frédéric Monier, « Pour une histoire comparée des faveurs et de la corruption : France et Allemagne, XIX^e-XX^e siècles », dans Jens Ivo Engels, Frédéric Monier et Natalie Petiteau (dir.), *La politique vue d'en bas. Pratiques privées et débats publics (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 127-148 ; Frédéric Monier, « La corruption politique : une histoire européenne », *Cahiers Jaurès*, vol. 3, n° 209, 2013, p. 3-13.
- 27 Emmanuel Kreike et William Chester Jordan (dir.), *Corrupt Histories*, Rochester, University of Rochester Press, 2004 ; Arne Karsten et Hillard von Thiessen (dir.), *Nützliche Netzwerke und korrupte Seilschaften*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006 ; John Kennedy, Pieter Wagenaar *et al.* (dir.), « The Genesis of Public Value Systems », *Public Voices*, vol. 10, n° 2, 2008 ; Jens Ivo Engels, Andreas Fahrmeier et Alexander Nutzenadel (dir.), *Historische Zeitschrift*, supplément au numéro 48, « Geld, Geschenke, Politik. Korruption im neuzeitlichen Europa », München, Oldenbourg, 2009 ; Niels Grüne et Simona Slanicka (dir.), *Korruption. Historische Annäherungen an eine Grundfigur politischer Kommunikation*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2010 ; Ronald G. Asch, Birgit Emich et Jens Ivo Engels (dir.), *Integration, Legitimation, Korruption. Politische Patronage in Früher Neuzeit und Moderne*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2011 ; Toon Kerkhoff, Ronald Kroeze et Peter Wagenaar (dir.), « Corruption and the Rise of Modern Politics », *Journal of European Modern History*, vol. 11, n° 1, 2013 ; Frédéric Monier, Olivier Dard et Jens Ivo Engels (dir.), *Patronage et corruption politique dans l'Europe contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014 ; Olivier Dard, Jens Ivo Engels, Andreas Fahrmeier et Frédéric Monier (dir.), *Scandales et corruption à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014 ; Jens Ivo Engels, Andreas Fahrmeier, Frédéric Monier et Jens Ivo Engels, Andreas Fahrmeier (dir.), *Krumme Touren in der Wirtschaft. Zur Geschichte ethischen Fehlverhaltens und seiner Bekämpfung*, Köln, Böhlau, 2015 ; Jens Ivo Engels, Andreas Fahrmeier et Frédéric Monier et Cesare Mattina (dir.), *Stadt, Macht, Korruption*, Stuttgart, Franz Steiner [à paraître].
- 28 András Cieger, *Politikai korrupció a Monarchia Magyarországon*, Budapest, Napvilág, 2011.
- 29 Constanța Vintilă-Ghițulescu, *Evgheniți, ciocoi, mojiți. Despre obrazele primei modernități românești (1750-1860)*, București, Humanitas, 2013 ; Cristian Ploscaru, *Originile « Partidei naționale » din Principatele române. Sub semnul « politicii boierești » (1774-1828)*, Iași, Editura Universității Alexandru Ioan Cuza, 2013 ; Judit Pál et Vlad Popovici (dir.), *Elites and Politics in Central and Eastern Europe (1848-1918)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2014 ; Alexandra Iancu, « Knowledge and Power in the Romanian Case. University Education and its Legitimising Force, 1866-2010 », dans Florian Bieber et Harald Heppner (dir.), *Universities and Elite Formation in Central, Eastern and South Eastern Europe*, Wien, Lit Verlag, 2015, p. 111-129.

préfectoral et à son rôle au milieu d'un réseau clientélaire et partisan³⁰. Quant à la corruption au sens courant du terme, elle a inspiré des analyses ponctuelles d'affaires de corruption survenues durant l'entre-deux-guerres et enfin des études des fraudes électorales et des rapports de patronage dans la constitution des partis politiques modernes³¹.

16 Ce renouveau des perspectives et des études a eu des effets extrêmement bénéfiques, et s'est traduit par l'essor d'une histoire et d'une sociologie historique de la corruption, qui ont pris des distances à l'égard d'approches normatives. D'ailleurs, les questions de définition, récurrentes en sciences politiques, traduisaient souvent l'existence de difficultés³². Histoire et sociologie historique de la corruption, quelquefois réputées constructivistes, ont permis de les résoudre. Pourtant, des questions importantes sont restées sans réponses réelles et parmi elles, le fait de savoir si les évolutions historiques sont communes à différents pays : les processus de dénonciation de la corruption, de modernisation des États et de création de morales publiques sont-ils comparables ? Cette question implique de savoir s'il y a eu des tendances générales, dans l'histoire de la corruption à l'échelle d'un continent, ici l'Europe.

Les recherches comparatives, entre Grande-Bretagne et Allemagne, et surtout entre Allemagne et France, sont très récentes³³. Une seule synthèse a été publiée : due à Jens Ivo Engels, elle rend intelligibles les évolutions de la corruption politique, entre la fin du XVIII^e siècle et le début du XX^e siècle³⁴. Elle démontre aussi l'existence de processus similaires, sinon apparentés, et de discontinuités qui interviennent aux mêmes moments dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest,

30 Andrei Florin Sora, *Servir l'État roumain. Le corps préfectoral (1866-1940)*, București, Editura Universității din București, 2011 ; *id.*, « La politisation de la fonction de préfet dans la Roumanie moderne, 1866-1916 », dans Silvia Marton et Constanța Vintilă-Ghițulescu (dir.), *Penser le XIX^e siècle. Nouveaux chantiers de recherche*, Iași, Editura Universității Alexandru Ioan Cuza, 2013, p. 199-218.

31 Mihai Chioveanu, « Afacerea Škoda », *Sfera Politicii*, vol. 8, n° 84, 2000, p. 16-20 ; Cristian Preda, *Rumâniilor fericiți. vot și putere de la 1831 până în prezent*, Iași, Polirom, 2011 ; Silvia Marton, « Patronage, représentation et élections en Roumanie de 1875 à 1914 », dans Frédéric Monier, Olivier Dard et Jens Ivo Engels (dir.), *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine*, *op. cit.*, p. 141-166 ; Silvia Marton, « Becoming Political Professionals. Members of Parliament in Romania, 1866-1914 », dans Judit Pál et Vlad Popovici (dir.), *Elites and Politics in Central and Eastern Europe*, *op. cit.*, p. 267-280.

32 Mark J. Farrales, « What is Corruption? A History of Corruption Studies and the Great Definitions Debate », San Diego, University of California, 2005, https://papers.ssrn.com/sol3/Papers.cfm?abstract_id=1739962, mis en ligne le 15 janvier 2011, consulté le 11 avril 2017.

33 En plus des travaux cités en note 26, voir Franck Bösch, *Öffentliche Geheimnisse. Skandale, Politik und Medien in Deutschland und Großbritannien, 1880-1914*, München, Oldenbourg, 2009 ; *Cahiers Jaurès*, vol. 3, n° 209, « La corruption et ses critiques : des débats en Europe vers 1900 », 2013.

34 Jens Ivo Engels, *Die Geschichte der Korruption: Von der frühen Neuzeit bis ins 20. Jahrhundert*, Frankfurt am Main, S. Fischer, 2014.

de l'Espagne à l'Allemagne, et de la Grande-Bretagne à l'Italie. Ces avancées scientifiques très récentes soulèvent, du coup, des interrogations. Ces processus historiques, mis en évidence dans la partie occidentale du continent, s'observent-ils également dans sa partie orientale? Le modèle culturel français en Roumanie, mythifié à Bucarest comme à Paris, valait-il aussi en matière de probité publique? Comment la société politique roumaine, élites en tête, s'est-elle approprié ces valeurs publiques en voie de transformation? Et, surtout, qu'en est-il allé des pratiques d'influence, d'intérêts et de pouvoir dans les deux pays? En quoi la construction d'États contemporains a-t-elle modifié la micro politique et les médiations sociales discrètes ou dissimulées qui les encadrent? Ces interrogations guident les contributions réunies dans ce livre collectif, dont l'ambition est de tenter une histoire comparée à grande échelle, entre deux sociétés européennes à la fois éloignées et proches.

Cette distance mentale et sociale entre les deux pays mérite d'être retracée et expliquée, car les évolutions actuelles, depuis les années 1990, ont conduit à une politique volontariste de convergence politique au sein de l'Union européenne. Ce processus récent est aussi inédit sous cette forme. Il a pour corollaire l'irruption de la question de la corruption dans les agendas des instances internationales et des gouvernements à la charnière des *xx^e* et *xxi^e* siècles. Cela contraste d'une manière tranchée avec la grande hétérogénéité de situations sociales et politiques qui caractérisaient l'Europe des *xvii^e* et *xviii^e* siècles. C'est vrai, en particulier, entre l'Europe orientale sous domination ottomane, et l'Europe occidentale. Pour autant, il serait infondé, réducteur et inexact d'assimiler les évolutions successives qui ont eu lieu, de la fin du *xviii^e* siècle à la fin du *xx^e* siècle, à l'histoire d'une assimilation, par les sociétés d'Europe orientale, de théories et de pratiques de bon gouvernement inventées dans l'Ouest du continent. Ainsi, les normes européennes actuelles, qui définissent et répriment la corruption politique, sont souvent conçues par leurs promoteurs comme un modèle venu de l'Europe du Nord-Ouest, qui s'étendrait par vagues concentriques jusqu'aux extrémités orientales et méridionales du continent, vers des sociétés encore aujourd'hui réputées pour leur archaïsme supposé et leur corruption endémique. Il s'agit de représentations-écrans, qui légitiment des objectifs politiques, et qui recouvrent des processus historiques autrement plus complexes.

C'est pour répondre à ces interrogations qu'a été élaboré un projet bilatéral intitulé « Corruption et politique en France et en Roumanie à l'époque contemporaine », dont ce volume est issu. Ce projet, qui a associé des historiens et des politistes français et roumains, a bénéficié du soutien matériel et financier de plusieurs institutions en 2015-2016, parmi lesquelles le ministère français des Affaires étrangères, le ministère roumain de l'Éducation, le

New Europe College, l'Institut d'études avancées de Bucarest et l'université d'Avignon. Ce programme a réuni des chercheurs autour de plusieurs postulats scientifiques, dont ce livre collectif porte la trace. Ces hypothèses interprétatives, discutées au fil des chapitres, présentent quelques traits saillants.

18

Un premier postulat est que l'historicisation de la question de la corruption implique de la penser dans la longue durée, depuis les sociétés d'Ancien Régime des XVII^e et XVIII^e siècles, jusqu'aux sociétés actuelles au début du XXI^e siècle. Le profond renouveau historiographique intervenu dans les études à partir des années 2000 a fait surgir des débats, entre historiens allemands, néerlandais et suisses notamment, sur la permanence ou les discontinuités historiques de ces phénomènes. Pour simplifier, la discussion a porté sur le fait de savoir si, à partir de la deuxième moitié du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, ces questions ne changeaient pas de signification. La corruption n'était évidemment pas ignorée par les sociétés d'Ancien Régime. À partir du XVIII^e siècle, l'extension de la notion de corruption et de son champ d'application, revendiquée par les Lumières, aurait servi de prélude à un changement de contenu et de sens. Le jugement des abus aurait cessé d'être rapporté à un système de normes souvent ambivalent, dominé par le prince, et aurait peu à peu été assimilé à une atteinte à l'intérêt public, ce qui rendait la corruption inexcusable par principe. À la fin du XVIII^e siècle, la dénonciation de la corruption alimentait en Europe des critiques du mode de gouvernement, voire cautionnait des revendications radicales : un changement de souverain. La corruption serait ainsi devenue un concept central des débats publics sur la légitimité des gouvernants. Cela aurait facilité la politisation d'un nombre croissant d'Européens. Cette hypothèse d'une évolution profonde, dans le sens d'une transformation de la corruption en concept politique entre le XVIII^e et le XIX^e siècle, méritait d'être discutée.

Deuxième postulat, la corruption est considérée comme un ensemble de discours et de jugements portés sur des pratiques de pouvoir, d'influence et d'intérêts, qui varient selon les lieux et les moments. En somme, dans le Banat sous domination habsbourgeoise au début du XVIII^e siècle, qu'étudie dans ce livre Benjamin Landais, et à Marseille dans les années 1980, qu'évoque Cesare Mattina, de quoi parle-t-on lorsqu'il est question de corruption ? Ce parti-pris méthodologique implique d'écarter *a priori* toute définition à prétention universelle. N'observer les phénomènes qu'à partir d'études très contextualisées, voilà qui évite les risques d'anachronisme et qui immunise, en partie, contre la tentation de ramener les études de cas historiques à de simples illustrations d'un processus linéaire et global. Ce postulat a pour corollaire une approche large des pratiques, comme des relations sociales, désignées comme corrompues, immorales ou vénales et improbables. Cette approche vise à saisir ce qui est qualifié de corruption par certains acteurs mais aussi ce qui est toléré. L'analyse

historique contextualisée fait apparaître des seuils, où s'opèrent le partage et le tri entre pratiques acceptées et condamnées.

Cela conduit à un troisième postulat. On doit selon nous considérer que ces questions ont deux dimensions : leur étude conduit d'un côté vers l'analyse de techniques de pouvoir et de pratiques, discrètes ou dissimulées, de gestion politique d'intérêts particuliers, et de l'autre côté vers une histoire culturelle des normes, des débats, des valeurs publiques. Les pratiques concernent des allocations de faveurs, pour reprendre un terme polysémique employé dans les sociétés d'Ancien Régime, où il renvoie à une forme de gouvernement par la grâce. Ces allocations de faveurs révèlent des formes particulières de relations entre patrons ou protecteurs politiques et protégés, ou favoris. Ces médiations, qui trouvent leur origine dans les patronages princiers et aristocratiques des sociétés d'Ancien Régime au xvii^e siècle, connaissent des transformations considérables : les clientélismes politiques de la fin du xx^e siècle, ainsi que les formes actuelles de collusion d'intérêts entre élites, en sont les avatars. Cette histoire concrète des relations de pouvoir et d'intérêt implique de comprendre le devenir, et les métamorphoses, des allocations de faveurs, dans ces sociétés en général, et en particulier dans les États contemporains. À l'examen, toutes les faveurs ne se disent et ne se pensent pas de la même manière : toutes ne passent pas uniment pour corrompues.

En un mot, l'étude des faveurs et des médiations politiques n'épuise pas la question de la corruption. Il s'agit aussi de saisir les mots employés par les acteurs, et, grâce à cette sémantique labile, de voir émerger des systèmes de valeurs et des représentations de l'intérêt public. Ces normes sont extrêmement variables, et leur application sur le terrain ne va presque jamais de soi. Cela vaut dans la Valachie des années 1830 étudiée ici par Bogdan Mateescu, comme dans le monde minier français après 1945, analysé par Marion Fontaine. En somme, la recherche, historique et sociologique, sur la corruption mène aussi en direction d'une histoire culturelle ou intellectuelle, des débats sur la morale publique.

Ce volume collectif est ainsi construit autour de ces interrogations et hypothèses, qui forment l'ossature de ses trois parties. On a souhaité s'interroger sur la genèse d'une question politique au xviii^e et au début du xix^e siècle, avant d'aborder la question des pratiques de pouvoir et d'intérêt, telles que les contemporains les mettent en œuvre, les pensent et les discutent. Enfin, la troisième partie est consacrée aux débats, aux critiques publiques, mais aussi aux régulations et aux formes de répression de la corruption : toutes entendent définir des normes pour la probité publique et le bon gouvernement. Les apports scientifiques de ce volume sont variés, comme le souligne Olivier Dard dans la conclusion. Il appartient, bien entendu, au lecteur de les découvrir et de les apprécier.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction : Le pain et le sel Silvia Marton & Frédéric Monier	7
---	---

PREMIÈRE PARTIE

GENÈSE D'UNE QUESTION POLITIQUE (XVIII^e-XIX^e SIÈCLE)

Corruption et malversations au XVIII ^e siècle : Réflexions autour de l'exemple languedocien Stéphane Durand	23
Du micropolitique à la corruption : Joseph II et l'idéal de l'État de police dans le Banat Benjamin Landais	37
Sanctionner le conflit d'intérêts dans la Valachie des années 1830. Une étude de cas : les sous-préfets Bogdan Mateescu	51

DEUXIÈME PARTIE

ÉTAT CONTEMPORAIN ET PRATIQUES DE POUVOIR (XIX^e-XX^e SIÈCLES)

Les recommandations à la fin du XIX ^e siècle au sein des Postes et Télégraphes du Vaucluse, entre pratiques de faveur et règles administratives Christophe Portalez	69
« <i>Funcționarism</i> » : La rhétorique de la corruption morale et institutionnelle au XIX ^e siècle en Roumanie Andrei Dan Sorescu	83
L'élitisme des réseaux : Les difficultés de la professionnalisation de la politique en Roumanie (1866-1914) Silvia Marton	97
Élus et recommandations dans le département de la Meuse au XX ^e siècle : Méthodologie et perspectives d'analyses Julie Bour	111
Un autre regard sur les relations industrielles : Clientélisme, faveurs et paternalisme dans le monde minier Marion Fontaine	123

TROISIÈME PARTIE
DISCOURS CRITIQUES ET RÉGULATIONS (XIX^e-XX^e SIÈCLES)

Le pouvoir à l'abri des sanctions. Les débuts du contrôle parlementaire en Roumanie Alexandra Iancu	137
Les pratiques de corruption dans la caricature électorale. Le scrutin de 1919 en Roumanie Domnica Gorovei	151
La fabrique socialiste de la morale : Intérêts, conflits et normes dans le parti de Léon Blum Frédéric Monier	177
Un cas majeur de corruption dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres : L'affaire Škoda Matthieu Boisdrón	191
Dénoncer l'improbité publique dans une « ville maudite » : Acteurs, rhétoriques et contextes de la critique de la politique marseillaise depuis les années 1980 Cesare Mattina	205
Conclusion Olivier Dard	219